Betül İpşirli ARGIT
*Life After the Harem. Female Palace Slaves,
 Patronage, and the Imperial Ottoman Court*

Cambridge, Cambridge University Press
 2020, 293 p.
 ISBN : 9781108488365

Mots clés : affranchissement, esclaves, femmes esclaves, harem, odalisques, cariyé

Keywords : Emancipation, Slaves, Slave Women, Harem, odalisques, cariyé

Dans cet ouvrage tiré de sa thèse de doctorat, Betül İpşirli Argit (BİA) apporte une importante contribution à l'étude de l'histoire des femmes ottomanes à l'époque moderne, après les travaux de Leslie Peirce sur les concubines et reines mères⁽¹⁾; mes propres travaux, dédiés aux princesses ottomanes⁽²⁾; ou encore celui de Madeline Zilfi, sur les femmes esclaves en général⁽³⁾. İpşirli Argit propose de documenter les conditions de vie des femmes esclaves palatiales, une fois sorties du Palais.

On appréciera tout particulièrement l'intérêt de cette contribution qui permet de rappeler – et de documenter (enfin !) – à quel point la vie entre les murs palatiaux ne constitue qu'une étape de l'existence de ces femmes. Outre le fait que la majorité de celles étudiées ici ne sont pas des concubines, l'essentiel de leur vie se déroule au-delà de ces murs, dans l'après-service impérial. Certes, le fait d'avoir servi au sein de l'institution palatiale est un marqueur déterminant dans la suite de leurs trajectoires personnelles : il n'en demeure pas moins qu'il est particulièrement trompeur de les y réduire.

Il faut également féliciter le choix d'une approche catégorielle, qui a tant fait défaut par le passé et qui continue, trop souvent, d'être omise de nombreux travaux. Or, il est indispensable de procéder de la sorte, pour cesser d'appréhender les femmes ottomanes comme un ensemble homogène, tant il est évident que les réalités sociales, politiques, économiques et culturelles sont primordiales dans la détermination de leurs conditions de vie. Rien de

comparable entre ces *saraylı* et une paysanne de la campagne ottomane, ni même une épouse de commerçant ou d'artisan !

De fait, l'auteure a su mettre en relief l'unité d'un statut, dont on connaissait l'existence, sans bien en maîtriser les caractéristiques, à savoir la condition de *saraylı*. *Saraylı* fait partie de ces titres honorifiques propres aux femmes, qui décrivent moins un métier ou une profession, qu'un état, une qualité sociale. La particularité de cette qualité est d'être attribuée, comme une rétribution morale, après l'accomplissement d'un service – un peu comme celui de *hacı* : pour être *saraylı*, il faut avoir été esclave (femme) au sein d'un des palais impériaux, avant d'en être « sortie avec les honneurs », par l'affranchissement. L'affranchissement y apparaît, alors, comme une émancipation partielle, dans la mesure où le lien initial avec les institutions palatiales demeure le principal fil conducteur de la vie de ces *saraylı*. Se construit ainsi une frontière, entre les femmes esclaves affranchies des grandes maisonnées et celles qui sont issues des palais impériaux⁽⁴⁾. Sur bien des aspects généraux, la frontière ne paraît pas évidente, dans la mesure où prédomine la logique de la pérennité des liens maître(sse)s - esclaves au-delà de l'affranchissement (logique qui traverse toute la société ottomane, masculine comme féminine) : c'est bien dans le cadre de cette structure mentale, productrice de liens sociaux, que s'inscrit la spécificité des *saraylı*. La frontière tient donc à la qualité de la maisonnée de formation : en tant qu'anciennes membres de la *household* impériale, les *saraylı* – et uniquement elles – sont dotées d'une distinction particulière, affirmée par l'attribution de ce titre même de *saraylı*. On retrouve cette dynastie ottomane, grande dispensatrice de qualités et d'honneurs, qui vient structurer et recomposer, en profondeur, tout l'appareil social ottoman⁽⁵⁾.

L'ouvrage aborde la question dans cinq chapitres thématiques. Le premier est dédié à la vie de ces femmes au sein des Palais impériaux : modalités de recrutement, métiers, carrières, organisation du harem, etc. Si une bonne partie des informations fournies ne sont pas nouvelles, le travail propose une mise à jour des connaissances, fort utile pour

(1) Leslie P. Peirce, *The Imperial Harem. Women and Sovereignty in the Ottoman Empire*, Oxford, Oxford University Press, 1983.

(2) Juliette Dumas, *Au cœur du harem. Les princesses ottomanes à l'aune du pouvoir (xv^e-xviii^e s.)*, Leyde-Boston, Brill, 2022. Le livre est une version révisée d'après la thèse de doctorat : Juliette Dumas, « Les perles de nacre du sultanat. Les princesses ottomanes (mi-xv^e - mi-xviii^e s.) », Paris, EHESS, 2013.

(3) Madeline C. Zilfi, *Women and Slavery in the Late Ottoman Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

(4) Maisonnées des princesses incluses, ce qui n'est pas surprenant : j'avais déjà noté l'extrême dépendance des *household* des princesses par rapport aux Palais impériaux – *Saray-i 'Amire, Eski Saray* et autres. Cf. J. Dumas, *Au cœur du harem. Les princesses ottomanes à l'aune du pouvoir*, 2023, p. 240-253.

(5) Juliette Dumas, « Sang, titres et idéologie familiale au sein de la maison d'Osman », dans E. Borromeo, F. Hitzel, B. Lellouch (éds.), *Déchiffrer le passé d'un empire. Hommage à Nicolas Vatin et aux humanités ottomanes*, Louvain, Peeters, 2022, p. 245-268.

la communauté scientifique en général. Ce faisant, BIA ne se contente pas de proposer une synthèse et apporte, ici et là, des éléments de clarification à l'égard de la hiérarchie entre les femmes, selon leur position. Quelques cas permettent à l'auteure de reconstituer l'environnement familial de ces *saraylı*. Ceci lui permet de faire apparaître une sous-catégorie: les *saraylı kızı* (p. 68), qui se distinguent par le fait d'avoir une mère, elle-même *saraylı*, et un père bien identifié, généralement lié au Palais. Ailleurs, un document explicite la volonté de limiter les contacts avec les parents, après l'entrée au Palais: on y verra l'expression d'un désir de re-création d'individus sans famille, destinés à devenir réellement les « enfants » du Palais. On se gardera bien, toutefois, de confondre entre l'expression de ce désir officiel, formulé par la documentation, et la pratique au quotidien: rien ne dit que ce souhait de rupture des liens familiaux était effectivement appliqué avec succès (des exemples, plus tardifs, invitent d'ailleurs à pondérer l'efficacité de cette politique)⁽⁶⁾. BIA fournit également des indications intéressantes sur la formation des *saraylı*, très variable selon leur position hiérarchique, qui inclut néanmoins les sciences islamiques, la calligraphie, la lecture, la poésie, aux côtés des métiers de couture, la danse, la musique ou encore le théâtre d'ombres. Ceci souligne à quel point cette formation a une portée généraliste permettant, pour celles qui le souhaitent, d'approfondir leur savoir, comme partie intégrante de la culture palatiale que la dynastie cherche à diffuser et dont les *saraylı* deviennent des relais, au sein de la société ottomane, une fois leur affranchissement opéré (comme le souligne le chapitre 4).

Le chapitre 2 est, sans conteste, le plus novateur de l'ouvrage. Il débute par une réflexion détaillée sur les appellations ottomanes pour dire l'affranchissement, ainsi que les différentes occasions susceptibles d'entraîner la fin de service. Le moment est crucial à de multiples égards, car il détermine largement les conditions de vie après affranchissement: selon l'état d'avancement dans la carrière, la qualité du réseau établi durant la période de service, la proximité et la complicité avec le/la maître(ss)e, les *saraylı* débutent leur seconde vie de façon fort différenciée. Au demeurant, il s'agit d'une renaissance symbolique, qui entraîne l'attribution d'un nouveau nom: au nom acquis au moment de l'entrée en service (souvent inspiré du persan), vient s'ajouter un nom d'affranchie

(souvent associé à l'univers lexical arabe). L'absence de systématisme et l'impact du particulier sur les cadres généraux est frappant: un changement de règne entraîne généralement la « sortie » de la population du harem du souverain décédé ou déposé, mais tantôt la sortie est immédiate, tantôt un passage par le Vieux Palais est opéré. Certaines sont revendues sur le marché aux esclaves, quand la plupart sont affranchies. Certaines reçoivent des dons et cadeaux divers, au moment de leur affranchissement, qui leur permettent d'organiser leur vie après le palais. La pratique de les marier est récurrente, mais non systématique. Bref, sans être complètement laissées au cas par cas, les configurations offrent une très grande souplesse. Inversement, ceci clarifie l'élément central de différenciation des configurations, à savoir l'existence – ou non – d'un lien proche et direct avec le/la maître(ss)e: si les dames de compagnie, par exemple, bénéficient d'une relation de très forte proximité, qui leur assure un soutien fort et durable post-affranchissement, les servantes de bas niveau n'ont pas cette chance et, fort logiquement, ce relatif anonymat a des conséquences sur les conditions de vie au-delà du palais (conditions économiques peu favorables, mariages de moindre niveau, faible soutien en cas de problème, etc.).

BIA documente avec beaucoup de précision et de justesse la densité des interactions entre l'ancien(ne) maître(ss)e et l'affranchie, mais aussi, de façon plus générale, avec le Palais impérial lui-même, duquel les intéressées continuent de dépendre et dont elles peuvent espérer aide et soutien, en cas de besoin. On voit émerger toute la pérennité des liens d'affranchissement (marqués par le terme *mensub*), qui se perpétuent au-delà des individus, dans la descendance et du maître(ss)e et de l'affranchie. L'auteure parvient également à mettre au jour une partie des réseaux d'affranchies, au-delà des murs du Palais, qui constituent de véritables structures sociales d'accompagnement dans leur nouvelle vie: aide à l'acquisition d'un domicile, entraide économique, aide pour trouver un mari... au point qu'une position, appelée *çikmabaşı*, semble avoir été instituée et confiée à une ancienne *saraylı* pour accompagner les affranchies dans leur nouvelle vie. Les réseaux établis durant la vie au Harem se perpétuent au-delà de l'affranchissement et en favorisent de nouveaux, entre affranchies.

La question de l'héritage est étudiée en détail, avec des éclairages très précis. On découvre les modalités d'application de la règle selon laquelle le/la maître(ss)e hérite de ses affranchi(e)s. Le point est essentiel pour bien comprendre ce qui se joue dans ce lien d'*intisâb* entre un(e) maître(ss)e et

(6) Voir, notamment, les remarques d'Edhem Eldem dans: Edhem Eldem, « Le harem vu par le prince Salahaddin Efendi (1861-1915). Chercher les femmes dans une documentation masculine », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 48, 2018, p. 17-42, <https://doi.org/10.4000/clio.14807>.

son esclave / affranchi(e). L'esclave est considéré(e) comme un membre de la famille: l'esclavage domestique fait, fictivement et légalement, de l'esclave un enfant (adoptif) de son maître. De sorte que, au nom de ce lien familial fictif, la sortie de la maison ne rompt pas les liens sociaux construits, pas plus qu'il ne les rompt pour un enfant; de même, au décès de l'affranchi(e), le maître est considéré comme légitime à réclamer sa part du tiers d'héritage revenant à la famille (tout ou en partie, selon la présence ou non de descendance). Or, ce droit d'héritage n'est pas, lui-même, individuel, mais inscrit dans la famille, de sorte qu'il est transmis aux enfants ou, en l'absence d'héritier, au Palais, en tant que siège de la dynastie. À ce titre, se met en place tout un suivi des affranchies et de leurs droits (particulièrement à l'égard de leurs héritages), via la supervision du chef des eunuques noirs: l'activité dépasse le seul fait d'assurer au Palais le retrait de ses droits sur les héritages des affranchies, pour embrasser une fonction de protection juridique réservée aux *saraylı*, pour lesquelles toute activité judiciaire est placée sous la supervision directe du Palais, où se tient une cour de justice dont elles dépendent.

Le chapitre 3 se concentre sur la question des mariages des *saraylı*, qui survient traditionnellement au moment ou à la suite de leur affranchissement. L'établissement de leur mariage est une responsabilité qui incombe au maître(esse), que ce soit en termes de choix des époux ou d'accompagnement financier pour assurer, notamment, le trousseau de la mariée. De ce fait, l'étude du profil des époux dénote une très forte suprématie d'individus appartenant à la classe militaire – quand bien même quelques exceptions, fort notables, font apparaître des alliances avec des représentants de la classe de l'*'ilmiyye* (classe savante et religieuse), tout particulièrement à ses plus hauts degrés. Au fond, si un enseignement est à retenir, c'est plutôt le manque de liens sociaux trans-classes: si ces affranchies sont si volontiers mariées avec des membres de l'*'askeriyye* (classe militaire et gouvernante), c'est autant en raison de leurs propres réseaux personnels, que de la défaillance des maîtresses à entretenir des liens clientélistes au-delà de leurs réseaux (militaro-administratifs) immédiats. Enfin, on serait à tort frappé par les quelques exemples de mariages trans-classes, associant une *saraylı* à un cheikh-ül-islam ou quelque autre très haut membre de l'élite religieuse: loin d'être des mésalliances, ces unions rappellent les logiques d'acointance sociale. De fait, derrière chacun des exemples mis en exergue, se loge une *saraylı* dotée d'une très haute position socio-professionnelle au sein de l'institution palatiale (autrement dit, des liens clientélistes forts

et puissants). Enfin, un constat démographique important est souligné: à l'exception des esclaves-concubines (minoritaires), le temps de service au palais introduit une longue abstinence sexuelle, qui provoque un taux de natalité très faible – on pourra éventuellement chercher à y voir une politique démographique. Il est bien regrettable que BIA – faisant suite à une dynamique dominante dans le champ – se soit contentée de lire ces unions selon le seul angle des intérêts politiques, au prisme du mari: non seulement, l'intérêt des maîtresses elles-mêmes disparaît, mais la position de la principale concernée s'en trouve reléguée au subalterne. Ironiquement, cela contribue à réifier un discours de soumission des femmes dans la société ottomane.

Le chapitre 4, pour être moins abouti (la faiblesse des sources en est largement responsable), s'efforce de tirer tous les enseignements possibles sur la question des lieux de vie après le palais impérial. Sans grande surprise, domine très largement Istanbul, avec quelques villes secondaires (Edirne, Bursa, mais aussi La Mecque et Le Caire). Au sein d'Istanbul, les logiques d'installation selon des espaces concentrés (notamment autour du Palais impérial et de la Divanyolu) coïncident avec ce que l'on sait des pratiques résidentielles ottomanes, à savoir des logiques de regroupement selon les profils socio-professionnels (plutôt qu'économiques). Il est plus surprenant de constater une relative désaffectation pour des quartiers comme Üsküdar ou Eyüp, pourtant plébiscités par les membres de la dynastie impériale. Au demeurant, toutes les *saraylı* n'ont pas les moyens d'acquérir une maison et certaines doivent se contenter d'un logement sommaire (*oda*), constat qui rappelle, crûment, les réalités socio-économiques d'une catégorie très étendue, allant de quelques très riches dames, à de nombreuses pauvres *saraylı*. Les logiques résidentielles se retrouvent dans la répartition des lieux d'inhumation. Une fois installées dans leurs quartiers, on voit les *saraylı* intervenir comme n'importe quel autre membre de cette communauté, y pratiquant des acquisitions de biens, octroyant des crédits, officiant comme témoins ou mandataires, etc. Le rôle de ces femmes dans la transmission de l'identité et de la culture palatiale est bien démontré.

Le chapitre 5 permet de documenter avec qualité la grande hétérogénéité des situations financières. Les deux maillons les plus extrêmes: très pauvres (moins de 1 000 aspres au moment du décès) et très riches (plus d'un million d'aspres en leur possession), sont semblables au début de la période étudiée. Un creusement se produit durant le XVIII^e siècle, en faveur d'un enrichissement croissant de cette seconde catégorie. Il reste à vérifier que

cet enrichissement en actifs nets correspond réellement à un enrichissement du train de vie – en tenant compte de la chute de la monnaie et de l'inflation des coûts. Les sources de revenus de ces femmes paraissent relativement diversifiées : outre leurs salaires, certaines bénéficient également de *has* (domaines agricoles sur lesquels elles prélèvent les impôts) ou des parts sur des taxes, auxquels s'ajoutent leur *mehr* (douaire) et leur part d'héritage sur les possessions de leur mari défunt, enfin, divers dons et cadeaux provenant de leur ancien(ne) maître(sse). On regrettera l'absence de tentative de comparaison entre les *mehr* de ces femmes, par rapport au reste de la société, qui aurait contribué à mieux cerner leur position socio-économique au sein de l'édifice social ottoman. Toutefois, d'autres points de comparaison sont proposés, comme l'étude de la nature de leurs biens, ce qui permet d'en déduire la grande proximité de pratiques culturelles et de revenus avec les femmes de la catégorie des *'askeri*. La possession de livres est mise en relation avec la détention d'une culture palatiale, dont elles servent de relais. Tout le chapitre tend à démontrer l'extrême similitude des *saraylı* par rapport aux femmes de la catégorie des *'askeri* : démonstration assez prévisible, qui nécessitait néanmoins d'être menée.

Enfin, le dernier chapitre est entièrement dédié à l'étude de leur action via les fondations pieuses. Celui-ci est un peu décevant, par son manque de finesse dans l'usage des catégories utilisées. De sorte que le résultat de l'enquête conclut sur la démonstration d'une implication des *saraylı* dans les fondations pieuses – ce que l'on savait déjà – et à une énumération, peu novatrice, des types d'actions entreprises par le biais de cette institution. En revanche, il faut féliciter BIA pour être parvenue à faire émerger la densité du réseau d'interconnexions et d'entraide dans lequel ces *saraylı* sont insérées, prouvant à quel point ces femmes sont fortement connectées à un univers social qui reste, quant à lui, fortement dépendant de l'environnement palatial. Enfin, une étude des dons s'avère tout à fait intéressante, car elle s'inscrit dans un champ encore mal connu et difficile à faire émerger de la documentation.

Juliette Dumas
Université d'Aix-Marseille,
UMR 7310 IREMAM